



# JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :  
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,  
E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : [www.justiciahumanrights.org](http://www.justiciahumanrights.org)

## COMMUNIQUE DE PRESSE N°018/JUST/2025

### **A QUI PROFITERAIT LA DESTABILISATION DES INSTITUTIONS DE LA PROVINCE DU HAUT KATANGA ?**

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement, basée en République démocratique du Congo exprime ses inquiétudes au sujet de l'aggravation de la crise politique qui secoue les institutions de la Province du Haut-Katanga dont les retombés risqueraient de se ressentir sur le vécu quotidien de la population.

En effet, c'est depuis quelques semaines que la Province du Haut Katanga est secouée par une grande crise politique qui a finalement gagné toutes les institutions provinciales.

Du gouvernement provincial, en passant par l'Assemblée provinciale jusqu'à la mairie de la ville de Lubumbashi, aucune institution n'y échappe et le pouvoir central semble se complaire de cette situation inédite. Pour s'en convaincre, voici comment les faits se présentent :

#### **1. Assemblée provinciale**

L'Honorable Liliane KHOMBA, Vice-Présidente de l'Assemblée provinciale du Haut Katanga est visée par une pétition signée par quelques députés provinciaux exigeant sa destitution pour des motifs, visiblement infondés et elle serait victime des menaces et d'un complot savamment orchestré par certains membres de l'Union Sacrée de la nation. Il semblerait que pour sa situation, le règlement de l'Assemblée provinciale n'ait pas été respecté.

#### **2. Gouvernement provincial**

Le 1<sup>er</sup> juillet 2025, à l'occasion de la commémoration de l'indépendance de la RDC, le Gouverneur de province du Haut Katanga, Monsieur Jacques KYABULA avait tenu un meeting public au cours duquel il avait salué la signature par la RDC et le Rwanda d'un accord de paix sous les bons auspices des Etats-Unis et avait appelé à trouver des solutions en famille, dans le cadre d'un dialogue entre congolais, sur les cas de Joseph KABILA et Corneille NAANGA. Ces propos, interprétés à tort ou à raison, auraient conduit le Vice Premier Ministre et Ministre de l'intérieur, Monsieur Jacquemin SHABANI à inviter à Kinshasa, par une lettre télégramme.

Suite à l'indisponibilité du Gouverneur pour des raisons de santé, le Vice Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, dans une précipitation qui trahit mal ses intentions, prendra une autre lettre télégramme annonçant l'intérim de la province par le Vice-gouverneur Martin Kazembe.

Ayant réapparu, le Gouverneur Jacques KYABULA séjourne présentement à Kinshasa où il doit être reçu par le Vice Premier Ministre et Ministre de l'intérieur.

#### **3. Mairie de Lubumbashi.**

Le 17 juillet 2025, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt réhabilitant Madame Joyce TUNDA CHANSA au poste de maire ad intérim de la ville de Lubumbashi et ce en contradiction avec l'arrêté du Vice Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur nommant à ce même poste Monsieur Patrick KAFWIMBI qui conteste cette décision judiciaire.

Faut-il signaler que le gouverneur et son vice-gouverneur, la Vice-présidente de l'Assemblée provinciale ainsi que le maire adjoint et ad intérim, sont tous membres de l'Union Sacrée de la Nation, plateforme dont le leadership est assuré par le Président Felix TSHISEKEDI.

Il s'observe donc très clairement que plusieurs personnalités, partis politiques, mouvements des jeunes et même des associations socioculturelles se livrent à des attaques verbales et même sont prêts à des conflits ouverts pouvant résulter des manifestations dites de soutien qu'ils organisent dans la ville de Lubumbashi et ses environs. Des échauffourées ont éclaté en début de semaine entre les militants de certains partis, pourtant tous membres de l'union Sacrée.

Dans pareille circonstance, à qui profiterait cette cacophonie au sommet de la Province du Haut Katanga ? S'interroge JUSTICIA Asbl !

« *Certainement pas aux habitants de la Province qui ont besoin de la paix et de la quiétude sociale pour son développement économique et social* », réagit Maître Timothée MBUYA, président de JUSTICIA Asbl.

Pour JUSTICIA Asbl, le Vice Premier Ministre et ministre de l'intérieur endosse une grande responsabilité dans le chaos que connaît la Province à cause de ses interventions parfois inopportunes.

JUSTICIA Asbl invite, par conséquent à la retenue, les leaders politiques qui instrumentalisent leurs partisans pour organiser des manifestations qui pourraient déboucher sur des affrontements et même des affrontements sur fond tribal ou ethnique.

Elle demande au Chef de l'Etat d'exercer son leadership pour appeler à l'ordre et à la discipline les leaders des partis politiques membres de sa famille politique et d'encourager les discours et attitudes favorisant la paix, la cohésion sociale, la réconciliation nationale et le développement du pays.

Elle appelle la population Haut katangaise au calme et à vaquer librement à ses occupations, tout en redoublant de vigilance contre les fauteurs des troubles.

Elle invite finalement les acteurs de la société civile à doubler d'efforts pour sensibiliser la population à ne pas recourir à la violence qui peut avoir des conséquences sur le plan judiciaire.

Fait à Kinshasa le 31/07/2025

Pour JUSTICIA Asbl

Maître Timothée MBUYA

Président

